

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Ministre des Affaires sociales, le 11 août 1992, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "portant exécution de l'article 140 de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987", a donné le 13 août 1992 l'avis suivant:

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, op 11 augustus 1992 door de Minister van Sociale Zaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot uitvoering van artikel 140 van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987", heeft op 13 augustus 1992 het volgend advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 2, introduit par la loi du 15 octobre 1991 dans les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, l'urgence qui permet au ministre de demander que l'avis de la section de législation soit donné dans un délai ne dépassant pas trois jours doit être spécialement motivée. En l'occurrence, elle l'est dans les termes suivants :

"Le point 4.4. du texte de base du 4 juillet 1991 en ce qui concerne les hôpitaux privés et le point 3.4. du protocole d'accord du 22 novembre 1991 en ce qui concerne les hôpitaux publics mentionnent que pour le personnel hors prix de journée, le Gouvernement fera le nécessaire en vue d'assurer dans le courant de l'année 1992, le financement des adaptations faisant l'objet des accords, soit par des mesures prises en exécution de l'article 140 de la loi sur les hôpitaux, soit par des adaptations de la nomenclature des actes médicaux, soit selon d'autres modalités à définir (entre autres par des mesures d'exécution de l'article 137 de la loi sur les hôpitaux).

Ceci s'est notamment traduit par l'adoption par le Parlement de 2 modifications de la loi sur les hôpitaux en ce qui concerne les articles 94 et 140. Ceci fait l'objet des articles 35 et 36 du Chapitre VIII de la loi du 26 juin 1992 portant des dispositions sociales et diverses.

Dans le cadre de la résolution de la situation conflictuelle de juillet 1992 avec le secteur hospitalier aussi bien avec les représentants des employeurs qu'avec ceux des organisations de travailleurs, le ministre des Affaires sociales a garanti d'exécuter le plus rapidement possible l'engagement de financer les avantages résultant de l'accord social et d'ainsi mettre sans tarder à disposition des hôpitaux les moyens nécessaires compte tenu que bon nombre de mesures de l'accord social débute en 1991 ou dans les premiers mois de 1992.

.../...

C'est la raison pour laquelle un avis urgent est demandé au Conseil d'Etat. De la bonne exécution de l'accord social, dépend la paix sociale dans les établissements hospitaliers".

*

Préambule.

1. L'alinéa 1er serait mieux rédigé comme suit :

"Vu la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, notamment l'article 140, modifié par la loi du 26 juin 1992;"

2. L'alinéa 2 vise l'avis de la Commission paritaire nationale médecins-hôpitaux. La manière dont cette formalité prescrite par l'article 145 de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, a été accomplie, n'est pas sans appeler certaines réserves. Des pièces soumises au Conseil d'Etat, il ressort que l'avis est constitué en réalité par le procès-verbal de la réunion du 23 juin 1992. Ce procès-verbal ne permet pas de connaître l'opinion commune des membres de la commission, ni même les opinions divergentes des différents groupes qui y sont représentés. Tout au plus permet-il de connaître les opinions individuelles émises en sens divers par quelques membres non identifiés.

.../...

Par ailleurs, il ressort de ce procès-verbal qui tient lieu d'avis, qu'il n'a même pas été approuvé par la commission avant d'être envoyé au ministre.

C'est sous ces réserves que le Conseil d'Etat donne le présent avis.

Dispositif.

Article 1er.

1. Dans le texte français de la phrase liminaire, mieux vaut écrire : "... il faut entendre par :".

2. A la fin du 2°, il faut remplacer la date du 12 novembre 1991 par celle du 22 novembre 1991.

3. Les accords sectoriels et les textes de base auxquels il est fait référence doivent être annexés au présent arrêté afin que toute personne intéressée puisse en prendre connaissance.

Article 2.

1. Pour se conformer à l'article 140, § 3, de la loi sur les hôpitaux, le projet ne peut pas se borner à viser "les frais relatifs aux avantages complémentaires octroyés en exécution des accords sectoriels, au personnel

.../...

hospitalier ...", mais il doit "énumérer les frais à prendre en considération pour l'établissement des tarifs" fixés de commun accord entre le gestionnaire et le conseil médical.

2. Quant à la forme :

1º Il est proposé d'écrire, au début de l'article 2 :

"Art. 2. Sous réserve de la procédure de concertation prévue aux articles 140, § 3, alinéa 1er, et 142 de la loi sur les hôpitaux, il est tenu compte, dans les types ...".

2º Les mots "lors de la fixation des tarifs visés à cet article" peuvent être omis, l'article 140, § 3, alinéa 2, contenant déjà cette précision.

3º Sous réserve des observations formulées dans l'avis, donné ce jour, sur le projet d'arrêté royal "portant exécution de l'article 94, troisième alinéa, de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987" (L. 21.780/2/V), et compte tenu des explications fournies par le fonctionnaire délégué, l'article 2, alinéa 2, est superflu et doit être omis.

Volgens artikel 84, tweede lid, dat bij de wet van 15 oktober 1991 is ingevoegd in de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moet het verzoek om spoedbehandeling dat het de minister mogelijk maakt te vragen dat het advies van de afdeling wetgeving binnen een termijn van ten hoogste drie dagen wordt gegeven, met bijzondere redenen worden omkleed. In het onderhavige geval luidt de motivering aldus :

"Le point 4.4. du texte de base du 4 juillet 1991 en ce qui concerne les hôpitaux privés et le point 3.4. du protocole d'accord du 22 novembre 1991 en ce qui concerne les hôpitaux publics mentionnent que pour le personnel hors prix de journée, le Gouvernement fera le nécessaire en vue d'assurer dans le courant de l'année 1992, le financement des adaptations faisant l'objet des accords, soit par des mesures prises en exécution de l'article 140 de la loi sur les hôpitaux, soit par des adaptations de la nomenclature des actes médicaux, soit selon d'autres modalités à définir (entre autres par des mesures d'exécution de l'article 137 de la loi sur les hôpitaux).

Ceci s'est notamment traduit par l'adoption par le Parlement de 2 modifications de la loi sur les hôpitaux en ce qui concerne les articles 94 et 140. Ceci fait l'objet des articles 35 et 36 du Chapitre VIII de la loi du 26 juin 1992 portant des dispositions sociales et diverses.

Dans le cadre de la résolution de la situation conflictuelle de juillet 1992 avec le secteur hospitalier aussi bien avec les représentants des employeurs qu'avec ceux des organisations de travailleurs, le ministre des Affaires sociales a garanti d'exécuter le plus rapidement possible l'engagement de financer les avantages résultant de l'accord social et d'ainsi mettre sans tarder à disposition des hôpitaux les moyens nécessaires compte tenu que bon nombre de

.../...

mesures de l'accord social débute en 1991 ou dans les premiers mois de 1992.

C'est la raison pour laquelle un avis urgent est demandé au Conseil d'Etat. De la bonne exécution de l'accord social, dépend la paix sociale dans les établissements hospitaliers".

*

Aanhef.

1. Het zou beter zijn het eerste lid als volgt te redigeren :

"Gelet op de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987, inzonderheid op artikel 140, gewijzigd bij de wet van 26 juni 1992;".

2. In het tweede lid wordt verwezen naar het advies van de Nationale Paritaire Commissie Geneesheren-Ziekenhuizen. Bij de wijze waarop deze door artikel 145 van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987, voorgeschreven formaliteit is vervuld moet wel enig voorbehoud worden gemaakt. Uit de stukken die aan de Raad van State zijn voorgelegd blijkt dat het advies in werkelijkheid bestaat in de notulen van de vergadering van 23 juni 1992. Uit die notulen kan niet worden opgemaakt wat de gemeenschappelijke mening is van de leden van de commissie en evenmin hoe de afwijkende meningen luiden van de verschil-

.../...

lende groepen die erin vertegenwoordigd zijn. Hooguit kan worden opgemaakt wat de uiteenlopende persoonlijke meningen zijn van enkele niet geïdentificeerde leden.

Voorts blijkt uit deze notulen die als advies gelden, dat ze zelfs niet door de commissie zijn goedgekeurd alvorens naar de minister te worden gezonden.

Onder dit voorbehoud geeft de Raad van State dit advies.

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

1. In de inleidende volzin schrijve men beter in de Franse tekst : "... il faut entendre par :".

2. Aan het slot van 2^o behoort de datum van 12 november 1991 te worden vervangen door die van 22 november 1991.

3. De sectoriële akkoorden en de basisteksten waarnaar wordt verwezen moeten worden gevoegd bij dit besluit teneinde iedereen de mogelijkheid te geven ervan kennis te nemen.

.../...

Artikel 2.

1. Wil het ontwerp in overeenstemming zijn met artikel 140, § 3, van de wet op de ziekenhuizen, dan mag daarin niet enkel sprake zijn van "de kosten die het gevolg zijn van de bijkomende voordelen, die, in uitvoering van de sectoriële akkoorden, toegekend worden aan het ziekenhuis-personeel" doch moet daarin ook "een opsomming worden gegeven van de kosten waarmede wordt rekening gehouden voor de vaststelling van de tarieven" die in onderlinge overeenstemming tussen de beheerder en de medische raad zijn bepaald.

2. Wat de vorm betreft :

- 1º Wordt voorgesteld aan het begin van artikel 2 te schrijven :

"Art. 2. Onder voorbehoud van de overlegprocedure voorgeschreven door de artikelen 140, § 3, eerste lid, en 142 van de wet op de ziekenhuizen, is er, ..., rekening gehouden ...".

- 2º Kunnen de woorden "bij de vaststelling van de tarieven bedoeld in laatstvernoemd artikel" vervallen daar die precisering reeds vervat is in artikel 140, § 3, tweede lid.
- 3º Is artikel 2, tweede lid, overbodig en moet het vervallen, onder voorbehoud van de opmerkingen die zijn

.../...

geformuleerd in het advies dat heden is gegeven over het ontwerp van koninklijk besluit "tot uitvoering van artikel 94, derde lid, van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987" (L. 21.780/2/V), en rekening houdend met de uitleg die de gemachtigde ambtenaar heeft verstrekt.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

R. ANDERSEN,
Y. KREINS,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Madame : J. GIELISSEN,
Mevrouw :

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE, premier président.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE, eerste voorzitter.

Le rapport a été présenté par M. C. MENDIAUX, premier auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. P. NIHOUL, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. C. MENDIAUX, eerste auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. P. NIHOUL, adjunct-auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN.

J.-J. STRYCKMANS.